

Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat reçoit la directrice générale adjointe de l'Organisation Internationale pour les Migrations

Le Colonel Ely Ould Mohamed Vall, Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat, a reçu mercredi après-midi au Palais présidentiel la directrice générale adjointe de l'Organisation Internationale pour les Migrations, Mme N'Dioro N'Diaye. L'audience s'est déroulée en présence de M. Sid'El Moctar Ould Cheikh Abdellahi, Commissaire Adjoint chargé aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion, du secrétaire général du ministère de l'Intérieur des Postes et Télécommunications, M. Mohamed El Hadi Macina, du directeur de cabinet de la secrétaire d'Etat à de la Condition Féminine, M. Moustapha Ould Sid El Moctar et de M. Mohamed Salek Ould Mohamed Lemine, notre délégué permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

A l'issue de l'audience, Mme N'Dioro N'Diaye a déclaré à la



presse nationale avoir eu l'honneur d'être reçue par le président du CMJD, Chef de l'Etat, en compagnie de ses hôtes mauritaniens du ministère de l'Intérieur, du commissariat aux Droits de l'Homme et du secrétariat d'Etat à la Condition Féminine.

"J'ai, dit-elle, rendu compte au Chef de l'Etat des résultats de nos travaux, commencés depuis 2003 et qui ont pu générer, à l'issue de négociations avec l'Etat mauritanien, deux projets de renforcement des capacités dont un au ministère de l'Intérieur pour mieux gérer les flux

migratoires avec un programme de formation des formateurs."

Le second programme est destiné au secrétariat d'Etat à la Condition Féminine. Il porte sur une formation, étalée sur 4 mois, de femmes en milieu rural en les dotant de capacités techniques leur permettant de créer davantage de ressources.

Ces deux projets, insiste Mme N'Dioro N'Diaye, ont profité à la Mauritanie, lui ouvrant d'autres portes à une coopération plus élargie avec les autres partenaires au développement, au moment où d'autres pays membres n'ont pu en bénéficier.

Enfin, dit la directrice générale adjointe de l'OIM, nous avons décidé maintenant d'intervenir au niveau de l'ensemble des membres du système des Nations Unies pour leur demander d'intégrer la migration dans les politiques de santé ainsi que dans programmes économiques, éducatifs et de genre.